

Alexeï Gaskarov a été arrêté ce samedi 27 mai alors qu'il sortait de chez lui. Il lui est reproché d'avoir été un des meneurs des « troubles de l'ordre public massifs » dans le cadre de la manifestation du 6 mai et d'avoir « recouru à la violence contre des représentants des forces de l'ordre » le même jour. Ces accusations rentrent dans la cadre de ce qui est appelé à devenir le plus grand procès politique que la Russie ait connu depuis la terreur stalinienne.

Alexeï Gaskarov est un des représentants de l'aile gauche du mouvement de contestation et surtout de sa branche antifasciste. Outre l'organisation de nombreux événements publics, il a participé à la mise en lumière du lien étroit qui existe entre différentes agences gouvernementales et groupements d'extrême-droite en Russie. C'est dans ce contexte qu'il avait été arrêté et pris en otage par le pouvoir lors la lutte contre la déforestation à Khimki en 2010 (1). Avant de tomber sur le banc sur le banc des accusés de « l'affaire du 6mai », à l'image de Sergueï Oudaltsov et notre camarade Philippe, réfugié en Ukraine, Alexeï s'est fait convoquer en tant que témoin.

Cette arrestation n'était attendue de personne et elle témoigne de ce que le pouvoir est prêt à tout pour réduire au silence l'aile gauche du mouvement de contestation. Nous le réitérons : nous avons besoins de votre solidarité ! Alexeï sera sans doute le 28eme accusé de ce qui s'annonce comme le plus grand procès politique de l'histoire de la Russie depuis la terreur stalinienne.

(1) Voir notre article sur ce lien

Russie : L'avenir du mouvement de contestation en proie aux répressions politiques

Cela fait tout juste un an que le compte à rebours du troisième mandat de Vladimir Poutine a

commencé. Le 7 mai 2012, le cortège présidentiel s'est rendu au Kremlin en traversant les rues inhabituellement vides du centre de Moscou, cerné par la police. Cette étrange cérémonie avait été précédées de plusieurs mois de protestations massives ayant mis fin à la « stabilité » politique présentée par le régime comme une de ses plus grandes réalisations.

La manifestation qui avait réuni des milliers de personnes à Moscou le 6 mai, veille de l'inauguration du mandat de Poutine, constituait une des actions les plus larges. Elle s'est terminée par une confrontation avec la police inédite par son ampleur et sa durée. A travers une provocation évidente de la police, le caractère non-violent du mouvement, sur lequel avait tant insisté la frange libérale de ses leaders, a été remis en doute de manière à faire de l'ensemble des milliers de participants à la manifestation les potentiels accusés de l'action pénale sur les « troubles de l'ordre public massifs » qui a été ouverte par la suite. Cette affaire, dans le cadre de laquelle, un an plus tard, des dizaines d'accusés risquent d'écoper de peine d'emprisonnement prolongées alors que des dizaines d'autres continuent de subir perquisitions et arrestations, constituera (et constitue déjà) le plus grand procès politique dans l'histoire du régime actuel. Ce n'est pas d'un nouveau cas de violation des droits de l'homme dont il s'agit, ni d'une tentative de la part des organes répressifs de briser et soumettre certains individus proches du sommet de l'élite russe. « L'affaire du 6 mai » est d'une nature différente de celle des procès politiques symptomatiques de la « stabilité » poutinienne, tels que le procès de M. Khodorkovski ou l'affaire Pussy Riot. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui c'est la réponse ferme des autorités à la question du pouvoir, posée par les masses sur les places moscovites en 2011 et 2012. Pratiquement tout participant aux manifestations de l'année dernière est susceptible de se retrouver sur le banc des accusés dans cette affaire. Et le procès à venir sera l'occasion de faire comprendre à tout-E-s celles et ceux qui songent à s'engager dans une participation politique active que toute résistance est inutile et que le pouvoir est omnipotent.

A l'heure actuelle, de nombreux éditorialistes libéraux tentent d'établir un parallèle avec la terreur stalinienne. Bien qu'il soit impossible d'en comparer l'ampleur et la signification historique, les mécanismes par lesquels le pouvoir met en place ce procès politique ont en effet quelques points communs avec cette période sombre de notre histoire. L'affaire « du 6 mai » s'articule autour d'un scénario de découverte d'un complot contre l'Etat, de vices de procédure, d'usage de la torture et une importante couverture propagandiste. Aujourd'hui, pour la gauche russe, il est d'une importance cruciale d'attirer l'attention internationale sur les nouveaux « procès de Moscou » mais aussi d'aider les camarades du monde entier à comprendre, au travers de cet exemple tragique, l'évolution répressive irrésistible du régime politique en place en Russie.

Que s'est-il passé le 6 mai ?

Après que Vladimir Poutine se soit assuré un nouveau mandat présidentiel aux élections du 4 mars 2012, en recourant à la fois à une immense pression administrative exercée sur les électeurs, à des falsifications massives et à une rhétorique populiste mensongère, beaucoup pensaient que les mobilisations avaient perdu leur raison d'être. Les espoirs naïfs de milliers d'opposants volontaires qui se sont engagés comme observateurs des élections et pensaient mettre fin à la tricherie se sont brisés. Les deux actions qui ont eu lieu dans la foulée des élections, les 5 et 10 mars, ont vu le potentiel de mobilisation du mouvement se tarir par rapport aux mois précédents. Les prises de parole des leaders de l'opposition libérale reflétaient bien la désorientation et l'absence d'un plan d'action. Quand, vers la mi-mai, le leader du Front de Gauche Sergueï Oudaltsov a appelé à battre le pavé à la veille de l'entrée en fonction de Poutine, la plupart des observateurs n'ont pas caché leur scepticisme.

Le Front de Gauche est une petite formation apparue vers le milieu de la décennie 2000. Elle regroupe aussi bien des ex-membres de groupes staliniens et poststaliniens que des socialistes antiautoritaires. Elle a commencé à être connue du public au début de la contestation en décembre 2011. Son succès était surtout dû à la figure de son leader, Sergueï Oudaltsov, un brillant orateur ayant participé à diverses actions à l'issue desquelles il se faisait presque systématiquement arrêter. À l'instar du populiste de droite Alexeï Navalny, il est devenu l'une des figures les plus populaires du mouvement. Cependant, Sergueï Oudaltsov a toujours fait l'objet de critiques au sein de la gauche russe : on l'a accusé de vouloir minimiser la question du socialisme dans ses interventions, d'avoir tendance à faire des compromis inutiles avec l'opposition libérale et d'avoir recours à des pratiques antidémocratiques et autoritaires au sein de son organisation. Presque toutes ces accusations sont justifiées. Cependant, dans la conscience des masses, Oudaltsov est non seulement un des leaders du mouvement d'opposition, mais il est également le seul représentant connu de son aile gauche. De cette manière, son appel à une nouvelle manifestation sous l'accroche « Marche des millions » a trouvé un certain écho auprès de la gauche, alors que les libéraux s'enfonçaient dans le pessimisme.

Mais ce jour-là, contrairement à ce qu'annonçaient toutes les prévisions, plus de 60 000 personnes ont rejoint la manifestation. Alors que le cortège s'approchait du point de rassemblement, la police a provoqué les manifestants en leur barrant l'accès à la place. L'argument principal était que le nombre réel de participants à la manifestation dépassait de loin le nombre prévu, et que la Place Bolotnaïa, où devait avoir lieu le meeting, ne pourrait les accueillir tous. Cela est évidemment absurde : le 10 décembre 2011, cette immense place vide en plein centre de Moscou a accueilli le premier meeting « pour des élections justes », auquel ont participé jusqu'à 80 000 personnes selon différentes estimations. Il était évident que la police cherchait un prétexte pour donner une leçon sévère au mouvement.

Tous ceux qui ont voulu franchir le cordon policier se sont fait violenter sans pitié et arrêter.

Cette violence sans précédent dans le chef de la police a suscité la résistance d'une partie des manifestants, qui ont tenté de faire obstacle aux arrestations et ont décidé d'occuper la place tant que les arrêtés ne seraient pas libérés. Selon les données officielles, près de 30 policiers ont été blessés au cours de la dispersion de la manifestation. Les confrontations du 6 mai ont duré quelques heures. À terme, près de 650 personnes ont été arrêtées, une partie d'entre elles a passé la nuit au poste.

Un mois de mai 2012 assez chaud

Le jour suivant, des milliers de contestataires sont de nouveau descendus dans les rues, pour aller à la rencontre du cortège présidentiel. Dès le matin, le centre-ville est devenu l'arène d'une opération policière de grande ampleur, dont le but était de nettoyer le voie empruntée par le président non seulement des activistes mais également des passants en général. La journée s'est de nouveaux terminée avec des postes de police pleins à craquer. Cependant, au cours des jours suivants, des centaines de personne ont continué à descendre dans les rues, comptant bien venir à bout des forces de la police et établir un lieu de contestation permanent sur l'une des places du centre-ville. Leurs espoirs ont étés comblés le soir du 9 mai, quand la police a cessé la pratique des arrestations massives et que certains de ses collaborateurs ont refusé de répondre aux ordres, les considérant insensés.

À partir de ce moment et pendant près de deux semaines, sur un des boulevards du centre de la ville, un camp de protestation s'est organisé. Le nombre de participants oscillait entre quelques centaines et quelques milliers de personnes. Quelques jours après la création du camp, le rôle important joué par la gauche radicale dans cette initiative était déjà perceptible. Ce sont les activistes du Mouvement socialiste de Russie (RSD) et les anarchistes qui ont lancé l'idée de mener des assemblées réunissant tous les participants pour mettre en place des stratégies et régler la vie quotidienne du camp. L'endroit fut baptisé « Occupy Abaï », du nom du poète kazakh Abaï, le camp se trouvant au pied du monument à sa mémoire. Bien que le camp fût en fin de compte démonté par la police, ses deux semaines d'existence ont écrit une des pages les plus importantes de l'histoire des protestations moscovites. L'événement a mis en évidence tant la possibilité d'avoir recours à de nouvelles formes d'actions politiques, basées sur la démocratie directe, que la popularité croissante de la gauche radicale.

Parallèlement, les autorités ont annoncé l'ouverture d'une action pénale relative à l'article sur « l'organisation et la participation à des troubles de l'ordre public massif ». L'attaché de presse de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov, a lancé une déclaration agressive : « de mon point de vue, la police a été assez tendre. J'aurais voulu qu'elle y aille plus fort. Il ne s'agissait pas des provocateurs auxquels s'attendaient les autorités de Moscou. »

Un grand procès politique

Dès le 27 mai, la première accusée pour « usage de la violence à l'encontre de la police », l'anarchiste de 19 ans Alexandra Doukhanina, a été arrêtée. D'autres arrestations ont eu lieu au cours des mois d'été. Presque toutes les personnes arrêtées sont restées en détention préventive jusqu'à la fin de l'instruction, bien que leurs avocats aient assuré que leurs clients ne quitteraient pas la ville et ne présentaient pas un danger pour la société. Les détenus représentaient à eux seuls toute l'hétérogénéité du mouvement. On trouve parmi eux des activistes de gauche, comme les anarchistes Doukhanine et Stepan Zimin, l'activiste du front de gauche Vladimir Akimenkov, le militant LGBT antifasciste Nikolaï Kavakzskiï. Il y avait également des représentants de groupes d'extrême droit ayant pris une part active aux manifestations dès le départ, comme Rikhard Sobolev et Iaroslav Belousov. Mais on trouvait surtout parmi les accusés ceux qu'on a appelés « activistes civiles », des gens sans appartenance politique claire, dont l'expérience politique se limite à quelques manifestations de masse. Il semblait par moment que l'instruction tirait au hasard, attrapant des participants à l'une ou l'autre manifestation, de façon à créer une atmosphère de peur généralisée.

Cependant, toutes ces arrestations étaient guidées par une logique. Dès le départ, près de 200 juges d'instructions de différentes régions du pays ont été mis sur « l'affaire du 6 mai ». Ils étaient notamment chargés de mener une analyse détaillée des informations fournies pas la vidéosurveillance sur les lieux des confrontations, afin de démasquer les participants « ayant recours à la violence ». Parallèlement, l'instruction était chargée d'une mission bien plus ambitieuse encore : réunir tous ces épisodes en un scénario conspirationiste logique, dans lequel les manifestants seraient en fait des marionnettes dans les mains habiles des supposés organisateurs.

Sans précédent par son ampleur et la mobilisation des ressources qui la sous-tend, « l'affaire du 6 mai » a réuni dans une symphonie parfaite toutes les structures répressives de la Russie de Poutine. La police procédait à des arrestations inattendues de suspects, le FSB (Service Fédéral de Sécurité) et le Centre de lutte contre l'extrémisme utilisaient leurs bases de données relatives aux activistes politiques tandis que l'instruction et l'écriture du scénario du procès revenaient au Comité d'enquête (SK) de la Fédération de Russie. Cette structure, créée très récemment, joue un rôle de plus en plus important dans la vie politique du pays. Depuis le début de l'année 2011, le SK est une organisation complètement indépendante du Parquet général, chargée d'enquêter sur les affaires les plus retentissantes et les plus importantes. Il est dirigé par Alexandre Bastrykin, originaire de Saint-Pétersbourg et ami personnel de Vladimir Poutine, actuellement une des personnes les plus influentes de l'appareil d'Etat. L'affaire « du 6 mai » est de la plus haute importance pour Bastrykin et sa structure, puisque l'avenir du SK et

l'augmentation de son budget dépendent de la réussite de cette affaire.

Anatomiïa Protesta – l'anatomie de la contestation

Donc, pour que le scénario du procès soit complet, il ne manquait plus que des organisateurs secrets. Ainsi, le 5 octobre 2012, une des principales chaînes de télévision russe, NTV, diffusait-elle un film de type « document d'enquête » contenant des accusations fantasmagoriques à l'égard de l'opposition, et notamment à l'égard de Sergueï Oudaltsov. Ce produit propagandiste de qualité médiocre faisait état des liens qu'Oudaltsov entretiendrait avec les services étrangers. Par ailleurs, les activités du Front de Gauche qu'il dirige étaient présentées comme des manigances de la part d'ennemis intérieurs du pays. En guise de preuve principale, le film contenait l'enregistrement d'une discussion à laquelle participaient Sergueï Oudaltsov, l'activiste du Front de Gauche Léonid Razvojaev, le membre du Mouvement socialiste de Russie (RSD) Konstantin Lebedev et un des proches conseillers du président géorgien, Guivi Targamadzé. La discussion portait entre autres choses sur le transfert d'une importante somme d'argent de la part des géorgiens « pour la déstabilisation de la Russie ».

Malgré le fait que les visages n'étaient pas visibles et que le son avait de toute évidence été monté et posé sur la vidéo *a posteriori*, deux jours plus tard le Comité d'enquête s'en est servi pour ouvrir une action en justice. Konstantin Lebedev a été arrêté le 17 octobre alors que Sergueï Oudaltsov a été relâché après son interrogatoire, ayant signé un engagement à ne pas quitter le territoire de la ville. Le 19 octobre, le troisième participant à cette nouvelle « affaire », Léonid Razvojaev, a tenté de faire une demande d'asile politique auprès de la représentation de l'ONU en Ukraine. À peine fût-il sorti de l'immeuble de la représentation que des inconnus l'ont violemment jeté dans une voiture et lui ont fait traverser la frontière illégalement. Une fois en Russie, dans un endroit inconnu, il a été soumis à la torture et à des menaces, proférées notamment à l'encontre de sa famille. On lui a fait signer une « autodénonciation volontaire » ainsi qu'une déposition. Dans celle-ci, Razvojaev reconnaissait entretenir des liens avec les services secrets étrangers et préparer un soulèvement armé auquel Konstantin Lebedev et Sergueï Oudaltsov étaient tous deux partie prenante.

Nouvelle attaque en 2013

À la fin de l'année dernière l'instruction était donc en possession de tous les éléments nécessaires à la construction d'un procès politique logique et de grande ampleur : les participants de base et les dirigeants donnant les instructions émanant elles-mêmes des

services secrets étrangers. Quand les traits de « l'affaire du 6 mai » furent bien dessinés, les autorités ont procédé à une nouvelle série d'arrestations. À l'heure actuelle, 27 personnes sont sur le banc des accusés et la liste est toujours ouverte. La dernière arrestation, celle de l'activiste du Front de Gauche Dmitri Roukavichnikov, a eu lieu le 2 avril. L'instruction promet de mettre un terme à l'enquête et de passer l'affaire aux mains du tribunal en été, ce qui signifie qu'entre-temps on peut s'attendre à d'autres arrestations.

« L'affaire du 6 mai » a déjà entraîné son lot de drames humains. Ainsi, le 17 janvier 2013, après que sa demande d'asile ait été refusée, l'un des suspects, Alexandre Dolmatov, s'est donné la mort dans un centre de déportation de Rotterdam. L'activiste Vladimir Akimenkov a une mauvaise vue depuis sa naissance et cette situation n'a cessé d'empirer depuis qu'il se trouve en détention. Pour le moment, sa vision est réduite à 10% pour un œil et 20% pour l'autre. Mais cela ne constitue pas, pour la Cour, une base suffisante pour commuer sa détention préventive en une interdiction de quitter le territoire. Au cours d'une séance, les juges ont déclaré cyniquement qu'une telle concession ne pouvait lui être accordée qu'à condition qu'il soit complètement aveugle. Mikhaïl Kosenko, qui souffre de troubles psychiques, a demandé à passer de la détention préventive à une assignation à résidence. Mais l'instruction a jugé qu'il était « dangereux pour la société » et s'apprête à l'envoyer en traitement obligatoire.

Pour le moment, 16 des 27 accusés se trouvent en détention. Cette pratique brutale a déjà poussé quelques activistes ne souhaitant pas attendre d'être envoyés sur le banc des accusés à quitter la Russie et demander l'asile politique dans d'autres pays. Parmi eux on trouve l'activiste du Mouvement socialiste de Russie Philippe Dolbounov.

Les « organisateurs » supposés sont eux aussi dans une situation difficile. Sergueï Oudaltsov a été assigné à résidence en mars, ce qui l'exclut pratiquement de la vie politique. Notre ancien camarade Konstantin Lebedev a trouvé un arrangement avec l'instruction et se trouve également en assignation à résidence. Ce sont les déclarations de Léonid Razvojaev qui, bien qu'elles aient été obtenues sous la torture et qu'il les ait réfutées par la suite, serviront de fondement aux accusations.

« L'affaire du 6 mai » jettera une ombre de plus sur l'ensemble du mouvement de contestation qui connait depuis l'automne de l'année dernière un affaiblissement évident. Les répressions le poussent à reconnaître sa propre impuissance face à l'Etat. Malheureusement, la propagande agressive des médias pro-gouvernementaux et les déclarations de certains accusés ont permis de jeter le discrédit sur le mouvement aux yeux d'une part importante de la population. Aujourd'hui, l'avenir politique du mouvement est étroitement lié à l'issue de ce sombre procès politique.

D’un autre côté, il convient de relever le rôle actif joué par le « Comité du 6 mai », une organisation réunissant des activistes des droits de l’homme, de la gauche et du camp libéral et qui vient en aide aux détenus, leur fournit un soutien juridique et organise régulièrement des actions visant à attirer l’attention de l’opinion publique sur l’affaire. Mais ce travail est largement insuffisant. Le manque d’attention internationale sur « l’affaire du 6 mai » se fait largement sentir. Dans ce contexte, les actions de solidarité initiées par les différentes sections de la Quatrième Internationale et d’autres groupes de la gauche radicale en décembre 2012 constituent un point de départ important, auquel il est essentiel de donner suite.

(Traduit du russe par Matilde Dugaucquier)